

Délibération n° 2006/0902

Séance du 11 octobre 2006

MARCHE D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA DEFINITION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE ARCHITECTURE APPLICATIVE EN VUE DE L'EXPLOITATION DES DONNEES ISSUES DES SYSTEMES TELEBILLETTIQUES DU RESEAU DE TRANSPORT FRANCILIEN.

Le conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

- VU** le code des marchés publics pris notamment en son article 19;
- VU** le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ;
- VU** la loi n°95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégation de service public;
- VU** l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France;
- VU** le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France;
- VU** le décret n° 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du syndicat des transports d'Ile de France;
- VU** le rapport n° 2006/0902
- VU** l'avis de la commission d'appel d'offres du 28 septembre 2006 ;
- VU** l'avis de la commission économique et tarifaire du 5 octobre 2006;

CONSIDERANT la complexité du cahier des charges et la charge de travail en résultant dans le cadre de l'appel d'offres restreint lancé par le STIF et nécessitant une évolution du périmètre de la prestation du titulaire du marché;

CONSIDERANT qu'il revient au conseil du syndicat des transports d'Ile de France d'autoriser la directrice générale à signer l'avenant numéro 1 au marché augmentant le montant maximum de celui-ci;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 : la directrice générale est autorisée à signer l'avenant numéro 1 au marché 2005-09 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition de la mise en œuvre d'une architecture applicative en vue de l'exploitation des données issues des systèmes télébilletiques du réseau des transports franciliens d'un montant de 22 825 € ht.

ARTICLE 2 : la directrice générale est autorisée à résilier le marché en cas de mauvaise exécution ou de non exécution des prestations,

ARTICLE 3 : la directrice générale est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs du syndicat des transports d'Ile-de-France.

Le président du Conseil
du Syndicat des transports d'Ile-de-France



Jean-Paul HUCHON

